

# commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

**POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR**

**CX/FL 04/7**

# F

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**

**COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES  
TRENTE-DEUXIÈME SESSION  
MONTRÉAL (CANADA), 10 – 14 MAI 2004**

**AVANT-PROJET D'AMENDEMENT A LA NORME GÉNÉRALE POUR  
L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES :  
DÉCLARATION QUANTITATIVE DES INGREDIENTS  
(CL 2003/18-FL)**

**OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS À L'ÉTAPE 3**

**OBSERVATIONS DE :**

**BRÉSIL  
GUATEMALA  
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
WORLD SUGAR RESEARCH ORGANISATION (WSRO)**

**AVANT-PROJET D'AMENDEMENT A LA NORME GÉNÉRALE POUR  
L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES :  
DÉCLARATION QUANTITATIVE DES INGREDIENTS (CL 2003/18-FL)**

**OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS À L'ÉTAPE 3**

**BRÉSIL :**

Le Brésil a le plaisir de transmettre les observations suivantes :

**Point 5.1.1**

**(a), (e) et (j) :** Conserver.

**(b), (c), (d) et (g) :** Ajouter des exemples pour clarifier les situations dans lesquelles les dispositions seraient utilisées.

**(f) :** Supprimer les crochets et conserver le texte.

**(h) :** Remplacer les mots entre crochets « [l'ingrédient représente moins de 2 % du poids total du produit et a été utilisé comme aromatisant ; ou] » par « **Lorsque l'ingrédient est employé comme aromatisant et sans intention d'ajouter une valeur nutritionnelle ou santé** ».

**(i) :** Le Brésil demande des explications sur les critères utilisés pour établir le pourcentage de 2 % et suggère de garder entre crochets les mots « attend normalement » qui renvoient à une notion qui n'est ni claire ni mesurable.

**5.1.2.** Supprimer les crochets autour du premier et du deuxième paragraphe et conserver le texte.

**(a) et (b) :** Le Brésil demande des explications sur les points (a) et (b) étant donné qu'il est difficile de quantifier « petite quantité » et « grande quantité »

**(c) :** Conserver.

**GUATEMALA :**

- Concernant la Section 5.1, le Guatemala estime que la déclaration quantitative, sous forme d'un pourcentage, d'un ingrédient qui est souligné ou mentionné sur l'étiquette ou dans le nom de l'aliment obligerait les producteurs d'aliments à révéler des renseignements confidentiels, ce qui n'est pas réalisable étant donné les droits de propriété sur les formules de composition. Il est important de signaler que dans certains cas il serait nécessaire de déclarer la quantité de plus d'un ingrédient, ce qui rendrait les renseignements encore plus révélateurs.
- Les consommateurs sont pleinement en droit d'être informés au sujet des produits qu'ils consomment. Nous croyons que pour éviter de les induire en erreur et pour les aider à prendre les meilleures décisions en matière d'achats, la déclaration qualitative des ingrédients sur l'étiquette par ordre décroissant de concentration dans les produits, conformément à ce

qu'exige la norme courante, suffit. Pour garantir le respect de la norme, nous croyons que l'organisme de réglementation devrait s'assurer que la déclaration qualitative des ingrédients correspond au contenu réel du produit.

- Si aucune déclaration quantitative des ingrédients n'est faite, la Section 5.1 devrait être supprimée en entier étant donné qu'elle précise les conditions à appliquer à la déclaration du pourcentage des ingrédients.

## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE :

La Communauté européenne accueille positivement le projet de modification et est pleinement d'accord avec l'approche qui le sous-tend, étant donné qu'il exige une déclaration quantitative d'ingrédients dans les cas où le choix du consommateur peut être influencé par la quantité d'un ou de plusieurs ingrédients présents dans l'aliment.

Cependant, la Communauté européenne estime que QUID ne devrait concerner que les ingrédients utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et non leur éventuel effet sur la santé. Il existe d'autres moyens de donner des informations sur les effets possibles de certains ingrédients sur la santé, tels que l'étiquetage nutritionnel ainsi que les allégations nutritionnelles ou de santé.

En outre, les raisons définies au point 5.1.1 de (a) à (e), donnant lieu à une déclaration quantitative d'ingrédients semblent de nature à prévenir tout risque d'induire en erreur le consommateur.

En conséquence, la C.E. n'est pas favorable à une obligation de déclaration quantitative d'ingrédients pour les raisons visées au point 5.1.1. sous f) et, pour être logique, ne défend pas non plus l'idée d'une exemption en relation avec des effets nutritionnels ou sur la santé comme indiqué au point 5.1.1. sous i). Ce sont les raisons pour lesquelles la C.E. demande la suppression des points 5.1.1. sous f) et sous i).

## WORLD SUGAR RESEARCH ORGANISATION (WSRO) :

À sa 31<sup>e</sup> session, le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) a retourné l'Avant-projet de norme à l'étape 3 étant donné qu'aucun consensus n'avait été atteint sur le texte et que plusieurs amendements avaient été proposés durant la session.

WSRO souhaite offrir les commentaires suivants sur la section 5.1.1 (g) de l'Avant-projet d'amendement :

**WSRO n'est pas favorable à l'inclusion de « sucres ajoutés » en 5.1.1 (g) de l'Avant-projet d'amendement à la norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées.** Les allégations faites au sujet des sucres sont habituellement des allégations relatives à la nutrition ou à la santé qui sont déjà réglementées par les Lignes directrices concernant l'étiquetage nutritionnel (Section 3.2.1.3). Par conséquent, les sucres doivent déjà être déclarés et quantifiés s'ils font l'objet d'une telle allégation.

Donc, la mention de « sucres ajoutés » en 5.1.1 (g) est superflue. Nous recommandons qu'elle en soit supprimée.